16.11.2021 – 11:15 Uhr

Les perspectives fédérales 2050 en matière de transport sont incompréhensibles

Genève (ots) -

Le Conseil fédéral vient d'adopter les perspectives 2050 en matière de transport. Associées avec un plan sectoriel des transports tout droit sorti des cuisines de l'Administration, ces perspectives doivent servir de base au développement futur de la mobilité en Suisse. Malheureusement, les chiffres présentés semblent aussi incompréhensibles qu'irréalistes.

En 2016 encore, dans ses perspectives 2040 en matière de trafic , le Conseil fédéral prévoyait une augmentation spectaculaire de 55% du trafic ferroviaire et de 18% du transport individuel motorisé (TIM) pour la période comprise entre 2010 et 2040. Et voilà que soudain, dans les nouvelles perspectives 2050 en matière de trafic, il n'est plus question que d'une augmentation globale de 11% seulement pour l'ensemble du transport de personnes et de 3% d'augmentation pour le TIM entre 2017 et 2050. Selon le TCS, ces prévisions sont tout simplement irréalistes.

Les nouvelles perspectives du Conseil fédéral surprennent le président central du TCS Peter Goetschi: "Estimer à seulement 2% l'augmentation du transport individuel motorisé est totalement illusoire quand on sait que, dans le même temps, la population devrait augmenter de près de 21%. À titre indicatif, la croissance moyenne du trafic motorisé sur les routes nationales s'est élevée à 2% chaque annéeentre 2009 et 2019. ". La Confédération, elle, tente de justifier ses prévisions avec le développement du travail à domicile et la densification urbaine par exemple.

Dans ses nouvelles perspectives en matière de transport, le gouvernement fédéral esquisse quatre scénarios de développement, dont le scénario dit " de base " qui sert de référence au Parlement, aux cantons, aux communes et aux villes pour la planification de leurs propres mesures relatives au développement du trafic. Ce scénario de base repose pourtant sur de nombreuses hypothèses et des préalables qui n'ont jamais été débattus, discutés ou décidés au niveau politique. C'est le cas, par exemple, de l'idée d'internaliser tous les coûts externes des transports (santé, climat, paysage, bâtiments, etc.) qui, pour le trafic individuel, ont été estimés à 9,7 milliards de francs suisses. Ou encore d'autres taxes, liées au CO2 ou à la tarification de la mobilité, qui ont été considérées comme présupposées et simplement incluses dans les calculs.

De manière générale, le TCS considère que ces nouvelles perspectives du Conseil fédéral en matière de transport sont inutilisables en tant qu'instrument de planification des transports. Le président central du TCS, Peter Goetschi, demande des corrections: " Les calculs du DETEC sont basés sur des hypothèses à caractère idéologique. On tente ici d'imposer à la population suisse une vision du développement des transports sans permettre à un véritable débat politique d'avoir lieu sur le sujet. Et cela se fait principalement au détriment du transport individuel motorisé. "

Contact:

Laurent Pignot, porte-parole du TCS, 058 827 27 16, 076 553 82 39, laurent.pignot@tcs.ch, www.pressetcs.ch, www.flickr.com

Diese Meldung kann unter https://www.presseportal.ch/fr/pm/100000091/100881185 abgerufen werden.